

# Résister, propo

**L**es entreprises du Cac 40 se dirigent vers un «record historique» de leur rentabilité en 2007 nous apprennent *Les Echos*. L'argent facile s'étale sans vergogne et le Président de la République le magnifie en toutes occasions. Les prix s'envolent de l'essence aux pâtes alimentaires ou aux fruits et légumes en passant par les loyers ou les tarifs publics du gaz et de l'électricité.

Dans le même temps, les salaires évoluent à minima (selon l'Insee, ils stagnent autour de 1% de progression annuelle depuis 1994 !), la précarité franchit constamment de nouveaux caps. Des millions de gens vivent une situation d'urgence.

Huit mois après l'élection de N. Sarkozy, la réalité de sa politique et la véritable signification de la «rupture» commencent à apparaître plus clairement à des millions de nos concitoyens. Ce n'est pas en appliquant le crédo du Medef que l'on peut répondre aux problèmes massifs que vivent les salariés et les couches populaires.

La remise en cause des garanties des régimes spéciaux a donné lieu à des luttes déterminées. Elles ne seront pas sans lendemain. Mais entre Noël et le Jour de l'An Fillon dévoile le véritable objectif en relançant les 41 annuités pour tous et en précisant qu'elles ne constituent qu'une étape dans une offensive renouvelée contre l'ensemble des retraites.

Les franchises médicales sont imposées aggravant significativement le rationnement des soins pour toute une partie de la population. La grève des médecins hospitaliers illustre la dégradation très préoccupante de l'exercice des missions de service public.

Plus globalement, la croissance reste en berne. Tous les analystes soulignent le caractère irréaliste des prévisions gouvernementales, pourtant modestes (2,25%), face à l'envolée du prix du pétrole largement accrue par la spéculation, face à l'onde de choc de la crise des «subprimes» qui débouche sur une crise financière internationale.

La «relance fiscale» de 2007 s'est essentiellement traduite par de nouveaux transferts vers les plus riches et vers les revenus du capital. Aggravant les inégalités, elle a privé le budget de l'Etat de 13 milliards de ressources qui manquent cruellement pour répondre aux besoins de service public.

A noter que la croissance ralentie touche l'ensemble de la zone Euro, plombée par le pacte de stabilité et la politique de la BCE.

Cela n'atténue en rien la responsabilité du pouvoir sarkozyste qui a baissé pavillon sur cette question, jettant aux orties les discours anti Trichet de la campagne présidentielle.

Evidemment dans ce contexte, le chômage reste massif malgré les tripatouillages statistiques. La précarité est de plus en plus un élément structurel de la gestion capitaliste du pays.

L'offensive contre le contrat de travail et la durée légale du travail portée par le Medef et le pouvoir vise à «fluidifier le marché du travail» conformément aux recommandations du Livre vert européen sur la flexicurité. L'accord sur «la modernisation du contrat de travail» constitue un abaissement des droits et garanties collectives catastrophique pour des millions de salariés travaillant dans des entreprises où le rapport de force syndical est faible voire inexistant.

La bataille pour exiger que notre peuple soit consulté par référendum sur le traité européen n'en prend que plus d'importance et les questions qui précèdent doivent constituer un élément majeur de notre argumentation non seulement en termes de constat mais aussi en mettant en avant nos propositions alternatives pour une nouvelle efficacité sociale.

**Ainsi, notre démarche de sécurité d'emploi ou de formation est plus que jamais au coeur de l'actualité.**

Cette situation explique pour une large part l'expression de la désillusion qui commence à toucher N. Sarkozy et que traduisent les sondages parus en ce début d'année.

Dans le même ordre d'idée, le climat commence à changer sur le front des luttes sociales. Bien sûr, les grèves de la SNCF, de la RATP et plus largement des entreprises relevant de régimes spéciaux de retraite ont puissamment contribué à cette évolution. Mais un fait assez nouveau prend place dans le paysage. Des luttes déterminées se développent dans le secteur privé notamment sur les salaires. Total, Esso, Géant Casino, Air France, Yoplait, Conforama, Darty, Fabio Luci, Marionnaud... autant de noms inhabituels à la rubrique des grèves qui, avec les mouvements qui se déroulent dans le secteur public et la Fonction

# ser, rassembler

publique, marquent les évolutions en cours auxquelles nous devons prêter une grande attention. Ces quelques éléments permettent de mettre en exergue certaines des priorités de notre bataille.

Je pense, par exemple, à la nécessité de porter en avant, avec plus de force encore, la riposte populaire face à l'offensive de régression sociale et démocratique, face au formatage ultra libéral du pays que porte la «rupture» sarkozienne. Nos initiatives de l'automne dernier et notamment la manifestation du 27 octobre avaient contribué à placer la nécessité et la possibilité de riposter à Sarkozy à l'ordre du jour du débat politique. Il faut aller plus loin aujourd'hui. Salaires, emploi, retraites, logement, franchises médicales, protection sociale, droits du travail, services publics, droits et libertés démocratiques, Europe... Les militants communistes ont à coeur d'être de tous les combats, de s'opposer, de résister, de proposer, de contribuer aux rassemblements les plus larges.

Ils ne se contentent pas de participer aux luttes, ils veulent y faire progresser une plus grande clarté sur la nature des problèmes auxquels doivent s'affronter les salariés, les couches populaires. Ils veulent y faire progresser aussi la crédibilité et donc la nécessité de solutions alternatives, y faire progresser enfin la construction de rassemblements suffisamment forts et exigeants pour changer la donne.

## **A titre d'exemple, l'argent et son utilisation sont au coeur des contradictions d'aujourd'hui.**

La France est riche. Or le pouvoir et le capital ne parlent que de restrictions, de régressions, de déclin. Il est important de mettre en lumière les choix de société qui s'affrontent. L'argent pour la spéculation, les profits mirifiques, les stock-options, la rentabilité à tout crin ou, au contraire, l'argent utile pour répondre aux besoins sociaux, construire une société de solidarité et d'épanouissement humain ? L'argent pour les gâchis humains et financiers ou l'argent pour une efficacité nouvelle et un mode de développement porteur de progrès pour tous et respectueux de l'avenir de la planète ?

Face à la crise de la domination des marchés financiers et leurs conséquences désastreuses, plus que jamais, il faut encourager les peuples à reconquérir des moyens financiers libérés de leur emprise.

C'est le sens des propositions novatrices allant de la mise en place de Fonds régionaux pour l'emploi et la formation dans les régions, de pôle public financier au niveau national ou encore la création dans le monde de nouveaux outils d'intervention du type de la Banque du Sud en Amérique latine.

## **Bien sûr, cela débouche sur la question des pouvoirs dans l'entreprise comme dans la société.**

Des commissions de contrôle des fonds publics aux pouvoirs nouveaux d'intervention des salariés dans les gestions en passant par les conférences régionales et nationales pour l'emploi, la formation, les salaires, nous avons des choses importantes à dire, à faire connaître et partager.

Avec la campagne décidée par l'assemblée nationale des sections du mois de décembre, nous voulons porter ces questions au coeur du débat politique et de la bataille idéologique en les liant aux réalités vécues et aux luttes sociales. Nous les lions aussi aux échéances politiques et électorales. Les choix que je viens d'évoquer se traduisent concrètement dans les priorités mises en oeuvre dans les municipalités et les départements, ils impactent très directement le financement des collectivités territoriales.

C'est dans cette liaison de la réflexion et de l'action, dans cette dialectique féconde entre élaboration théorique et mise en pratique dans le réel que la préparation du Congrès de l'automne prochain pourra le mieux déboucher sur les décisions ambitieuses indispensables à l'avenir de notre combat communiste, au rayonnement de notre parti et à sa capacité de contribuer au rassemblement indispensable de notre peuple. ■



**Alain Obadia**

Membre du Comité exécutif du PCF